

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Examen national

66,46% de taux de réussite au BEPC 2022

La délibération de l'examen du BEPC 2022 s'est déroulée ce dimanche 10 juillet 2022. Selon les résultats, le ... • (Page 11)

Education pour tous au Bénin

Des orphelins reçoivent du soutien financier d'ONUSIDA

Le jeudi 23 Juin 2022, à la maison des jeunes d'Ifangni, la Ministre des Affaires Sociales et de la ... • (Page 11)



Diplomatie digitale et économie

• (Page 03)

Les défis et agendas cachés des Etats africains



Réalisation des Objectifs de développement durable

• (Page 04)

Le FMI décaisse 400 milliards de FCFA en faveur du Bénin

Financement du secteur privé

La BOAD présente le Plan Djoliba 2021-2025 aux opérateurs Burkinabè

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et le Conseil National du Patronat Burkinabè (CNPB) ont organisé ... • (Page 05)

Changements climatiques

250 milliards de dollars de besoin par an d'ici 2030 pour l'Afrique

Les flux totaux de financements climatiques domestiques et internationaux vers le continent ... • (Page 03)

Zone économique de Glo-Djigbé

Les avancées présentées aux professionnels des médias

Après les membres du Conseil économique et social (CES), la Zone économique de Glo-Djigbé a ouvert, vendredi 08 juillet 2022, ses portes aux ... • (Page 02)

Protéines animales

69 195 tonnes de viande produite au Bénin en 2021

La production de viande et d'œufs a connu une hausse en 2021. En dépit de la pandémie du coronavirus, ... • (Pages 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	619.8	655.95	760.86	1.49	78.14	39.08	4.57	92.64	168.8	7.9

Zone économique de Glo-Djigbé

Les avancées présentées aux professionnels des médias

Après les membres du Conseil économique et social (CES), la Zone économique de Glo-Djigbé a ouvert, vendredi 08 juillet 2022, ses portes aux professionnels des médias. Objectif : prendre connaissance des réalisations en cours en matière d'industrialisation du Bénin.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Fléuron de l'industrie béninoise, la Zone économique de Glo-Djigbé continue de s'ouvrir aux différents acteurs de la société. En ligne de compte de la promotion de cette plateforme, l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx) et la Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin) ont accueilli, vendredi dernier, une délégation de professionnels des médias aux fins de visite guidée de la Zone. Essentiellement, cette descente a permis aux Hommes des médias de mieux découvrir ce projet unique en son modèle dans la sous-région et en Afrique. Saisissant l'occasion, le DG



APIEx, Laurent Gangbes, a expliqué à ces acteurs dont le rôle dans la réussite de ce projet est important, que sa mise en place s'est faite en tenant compte des expériences en Afrique et ailleurs, mais surtout, de la Zone industrielle de Sèmè-Podji. A l'en croire, pour faciliter sa réalisation,

l'Etat, actionnaire à hauteur de 35%, s'est engagé à apporter quatre (04) infrastructures majeures : l'énergie, l'eau, la fibre optique et les infrastructures routières). Des éléments clés qui ont permis de gagner la confiance des partenaires ainsi que des investisseurs nationaux qu'internationaux. Pour le DG APIEx, les succès et l'accélération observés dans le Projet, ont conduit à l'occupation complète des 400 hectares qui constituent la première phase. Ce qui, dorénavant, implique l'entame de la phase 2. Intervenant, le DG SIPI, Léondji Béhéton a précisé que l'objectif de la GDIZ est de permettre au Bénin de passer d'une économie de commerce à une économie de transformation, industrielle. Du reste, des industries en installation, aux centres de formation (déjà opérationnels), en passant par les magasins de stockage des matières agricoles, les différents compartiments du site ont été présentés aux professionnels des médias qui, satisfaits de cette matérialisation, ont rassuré de leur disponibilité à accompagner le projet.



Cari du jour



AUX DECIDEURS... La face cachée de Dubaï

Dubaï révèle son visage inhumain avec le scandale du siècle dénommé porta potty. Derrière les gratte-ciels, la beauté de Dubaï se trouvent des pratiques ahurissantes, avilissantes et incommodes au bon sens. Les femmes qui ont accepté de se chosifier mènent avec ou contre leur gré une vie paradoxale entre le jour et la nuit. En journée, elles roulent avec des hommes hyper riches, dans leurs yachts, voitures de luxe insolent. Elles volent dans leurs jets privés lorsque la lumière de la caméra clignote. Elles publient des images élégantes sur les réseaux sociaux à l'admiration des jeunes naïfs et crédules. Dubaï, c'est a priori une destination de rêve avec ses gratte-ciels imposants à l'architecture futuriste, ses hôtels princiers, ses vitrines bien achalandées, ses richissimes hommes d'affaires; de quoi faire tourner la tête dans cet eldorado du bling bling, des strass et paillettes. Mais, derrière ce visage apparemment paradisiaque, se cachent des plaisirs mondains d'une rare immoralité, qui dépasse tout entendement humain. L'affaire "Porta Potty" révèle que Dubaï, c'est le symbole de la tragédie d'un monde qui s'effondre; le monde à l'envers où on n'a que faire des valeurs, en se laissant téléguidé par ses instincts les plus grégaires et pervers, au nom du dieu-argent. Sinon comment comprendre que de jeunes filles, adeptes de la facilité, puissent livrer leur intimité aux chiens, aux chevaux, aux chameaux ? Pour des liasses de billets, on se livre à des relations contre-nature, à la zoophilie! Pour de l'argent, on est prêt à transformer sa bouche en fosse septique.

Dubaï Porta Potty est un véritable réseau de proxénètes qui convoient sur la capitale des Emirats, les femmes qui se font appelées des coachs, des influenceuses, des instagrameuses, des tiktokeuses, des Miss, bref celles qui, à travers des images publiées sur les réseaux sociaux, exhibent une vie de luxe ou ont tendance à vivre leurs rêves au-delà de leurs moyens. Et les fameux influenceurs ne sont pas exclus du lot. A Dubaï elles sont logées dans des hôtels de luxe, font leur déplacement en voitures de luxe, mangent dans des restaurants huppés, font des balades en mer sur des yachts, font du shopping dans des magasins de marque après avoir fait un voyage sur Air Emirates en Class business. Contrats à l'appui, elles repartent dans leur pays d'origine les poches pleines de dollars et de présents de toutes sortes. Tout ceci est beau. Mais le revers de la médaille est le traitement que ces riches princes du Qatar leur infligent jusqu'au déshonneur et à la perte de dignité. Elles s'enferment ainsi dans un cercle vicieux avec l'épée de Damoclès suspendue sur leur tête. Il est un secret de Polichinelle que dans les riches pays du Golfe, la race noire est chosifiée, les Asiatiques pauvres sont exploités comme des bêtes de somme, corvéables à merci.

Dans les pays du Golfe, comme beaucoup ne le savent pas, pour y séjourner, il faut avoir un parrain originaire du pays d'accueil qui répond de vous. Et ce parrain dispose d'un droit de vie et de mort sur vous. Il confisque passeport et biens du protégé qui devient son obligé à qui tous les sévices sont permis. Vous avez été sans doute horrifiés par les témoignages des Africaines qui sont passées à tabac, enchaînées, dormant à même le sol et dont certaines ont perdu la vie dans l'indifférence générale des autorités des pays d'accueil. Au Qatar la bêtise et l'inhumanité ont fait découvrir au monde que ces princes richissimes défèquent sur le corps des femmes, dans leurs bouches et leur font avaler ces saletés. Ils leur pissent dessus et dans la bouche et le summum les font coucher avec des chameaux, des chiens et leurs enfants de bas âge. Quelle horreur !

Ces monstres au visage humain croient en un Dieu qu'ils prient 5 fois par jour espérant un paradis dans lequel leur dieu créateur les comblera de grâces et de bénédictions. Comment un dieu dont on dit qu'il a créé tous les êtres humains sans distinction de races à son image, peut-il accorder le paradis et son amour à certaines de ces créatures qui agissent de la sorte contre d'autres de ses progénitures ? Selon Ruthy, une critique sociale a fait un compte-rendu détaillé de cette pratique. Dans la vidéo, elle explique comment certaines Ghanéennes et Nigériennes ont des relations sexuelles avec des lions domptés appartenant à certains de ces Arabes à Dubaï pour 30.000 dollars. Je perds mes sens !

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Tchad : 15 milliards de FCFA de la Commercial Bank pour les PME

La filiale locale du groupe bancaire camerounais la Commercial Bank Tchad (CBT) a reçu un coup de pouce pour implémenter son programme de développement notamment le financement des entreprises en obtenant auprès de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), une ligne de crédit de 15 milliards de FCFA (24 millions de dollars). Un financement en droite ligne du plan de développement stratégique 2021-2025 qui, au-delà de l'extension de son réseau, est orienté à l'accompagnement du secteur privé, principalement des Petites et moyennes entreprises (PME) qui constituent le socle du tissu économique et dont plus de 50%

Diplomatie digitale et économie

Les Défis et agendas cachés des Etats africains

La révolution digitale en Afrique a poussé bon nombre d'États, (à travers leurs ministères, agences gouvernementales, primature, présidence, entreprises d'État), à élargir leur champ de propagande, de communication et d'influence sur Twitter, YouTube, Facebook, Instagram et autres. Mais leurs agendas cachés constituent un défi majeur.

• Issa SIKITI DA SILVA

La diplomatie digitale fait gagner beaucoup d'argent aux entreprises de télécommunication et aux fournisseurs de services internet (FSI). Il suffit seulement d'observer le nombre des comptes et de pages actifs des entités gouvernementales africaines étalés sur les réseaux sociaux pour avoir une idée générale sur les sommes énormes que déboursent les gouvernements pour rester connectés avec le monde.

En outre, il est important de mentionner de multiples réunions et webinaires qui se tiennent dans les locaux de ces entités jour après jour par visio-conférence (Zoom, Skype, Google Meet et autres).

En Afrique, l'économie liée à l'internet a le potentiel d'atteindre 5,2% du Produit intérieur brut (PIB) du continent d'ici 2025, contribuant ainsi à hauteur de près de 180 milliards de dollars à l'économie mondiale, selon un rapport de Google et de l'International Finance Corporation (IFC) publié en 2020.



« L'internet a trois impacts fondamentaux sur les relations diplomatiques. Premièrement, il multiplie et amplifie le nombre de voix et d'intérêts impliqués dans l'élaboration des politiques internationales. Deuxièmement, il accélère et libère la diffusion d'informations, exactes ou non, sur n'importe quel problème ou événement. Troisièmement, il permet aux services diplomatiques traditionnels d'être fournis plus rapide-

ment et à moindre coût », explique Olubukola S. Adesina, Professeur associé au Département de science politique à l'Université d'Ibadan (Nigeria).

Agendas cachés

Dans un continent où la liberté d'expression est souvent bafouée par les mêmes personnes et groupes qui l'ont insérée dans la constitution et sont censés la

respecter et la protéger, force est de constater que la diplomatie digitale ne marche effectivement que lorsqu'elle promeut leurs avantages.

Il arrive que les comptes et pages de ces entités gouvernementales diffusent des messages ambigus, des mensonges et des contre-vérités visant à séduire l'électorat et la communauté internationale, salir leurs opposants ou se faire valoir

vis-à-vis de la population. La guerre éclate au moment où les mécontents tentent de répliquer ou de contredire l'État par le biais de ces mêmes canaux. Souvent, le pouvoir réagit d'une manière brutale et radicale en coupant l'internet « pour des raisons de sécurité » et en faisant arrêter ces « ennemis de l'Etat ».

Selon Olubukola S. Adesina, en Afrique la diplomatie digitale est confrontée à

un certain nombre de défis, notamment la méfiance des hauts dirigeants à l'égard du même internet qu'ils utilisent souvent pour communiquer avec la communauté locale et internationale.

Plusieurs gouvernements africains, (par exemple, l'Ouganda, la Tanzanie, le Zimbabwe, le Togo, le Burundi, le Tchad, le Mali et la Guinée) ont dû couper l'internet ou restreindre l'accès à l'internet et aux plateformes de réseaux sociaux de manière controversée, souligne cet intellectuel nigérian dans un document de recherche publié sur le site de Brookings Institution.

En juin 2021, le Nigeria avait bloqué Twitter pendant sept mois pour avoir supprimé un tweet du président Muhammadu Buhari et pour avoir, selon l'Etat, pris parti pour les sécessionnistes.

De tels obstacles, y compris le manque des infrastructures adéquates des TIC, connexion internet instable et l'électricité médiocre, freinent la diplomatie digitale africaine, ajoute-il.

Changements climatiques

250 milliards de dollars de besoin par an d'ici 2030 pour l'Afrique

Les flux totaux de financements climatiques domestiques et internationaux vers le continent n'ont atteint que 30 milliards de dollars en 2020, soit environ 12 % du montant nécessaire.

• Falco VIGNON

Le continent africain doit mobiliser 250 milliards de dollars en moyenne par an entre 2020 et 2030 pour faire face au changement climatique, selon une étude publiée fin juin 2022 par Climate Policy Initiative, un groupe de réflexion sur le climat composé de 90 experts. Intitulée « L'état du financement climatique en Afrique : Besoins en financements climatiques des pays africains » (The State of Climate Finance in Africa : Climate Finance Needs of African Countries), l'étude a précisé que le coût global de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN)



qui représentent les efforts qui doivent être déployés par chaque pays pour réduire ses émissions nationales et s'adapter aux effets du changement climatique comme définit par l'Accord de Paris sur le climat est

estimé à 2800 milliards de dollars entre 2020 et 2030. Sur ce montant global, les gouvernements africains se sont engagés à mobiliser 264 milliards de dollars de ressources publiques nationales, soit environ 10

% des besoins globaux en financements climatiques sur la période sous revue. Les 2500 milliards restants, soit 250 milliards par an, devraient provenir de sources publiques internationales et des acteurs privés natio-

naux et internationaux. Ce soutien financier extérieur, nécessaire au-delà des sources publiques nationales, est défini comme un besoin en financement climatique. Climate Policy Initiative a précisé dans ce cadre, que les besoins en financements climatiques diffèrent d'un pays africain à l'autre. L'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Nigeria et l'Égypte ont les besoins les plus élevés, qui s'élèvent à près de 151 milliards de dollars par an. L'étude précise par ailleurs, que les flux globaux de financements climatiques domestiques et internationaux vers l'Afrique n'ont atteint que 30 milliards de dollars en 2020, soit environ 12 % du montant

nécessaire. L'atténuation des effets du changement climatique représente 66% des besoins en financements climatiques pour la période 2020-2030. Les besoins en matière d'atténuation sont principalement répartis entre quatre secteurs : les transports (58 %), l'énergie (24 %), l'industrie (7 %), l'agriculture & la foresterie (9 %). L'adaptation au changement climatique ne représente que 24 % du total des besoins en financements climatiques identifiés, alors que 10% des besoins doivent être alloués à des actions à double avantage, qui comportent à la fois des mesures d'atténuation et d'adaptation.

Réalisation des Objectifs de développement durable

Le FMI décaisse 400 milliards de FCFA en faveur du Bénin

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un accord de 42 mois en faveur du Bénin au titre du MEDC et de la FEC. D'un montant de 638 millions de dollars, cet appui est destiné à accompagner le pays à répondre à ses besoins urgents de financement, soutenir le Plan National de Développement (2018-25) axé sur la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et mobiliser davantage les ressources auprès des donateurs.



● Felicien HOUESOU

Il y a cinq ans, le Bénin s'est fixé pour objectif de moderniser son économie et d'améliorer le bien-être de sa population. Le pays a fait d'importants progrès en matière de gestion macroéconomique et de transparence budgétaire, renforçant ainsi la confiance des investisseurs comme en témoigne l'accès aux marchés internationaux des capitaux depuis 2019. Tout au long de la pandémie de COVID-19, les autorités ont poursuivi leur programme de réformes, notamment la digitalisation du système fiscal ainsi que des réformes institutionnelles de grande envergure. Ainsi, la décision du Conseil d'administration permet un décaissement immédiat de 108,3 millions de DTS (environ 143 millions de dollars), que les autorités béninoises ont l'intention d'utiliser à des fins d'appui budgétaire. Selon la déclaration de Okamura, directeur général adjoint et président par intérim, le Bénin fait face à des défis importants dus à la détérioration de la situation sécuritaire dans le Nord du pays, les répercussions induites par la pandémie de la COVID-19 et la guerre en Ukraine, qui pourraient éroder les acquis économiques durement acquis ces dernières années. Le gouvernement a demandé un nouveau programme soutenu par le FMI pour répondre aux besoins de financement urgents, mobiliser davantage les ressources auprès des donateurs, et ancrer le

plan national de développement du pays axé sur la réalisation des ODD. « En s'appuyant sur les acquis établis par le Bénin en matière de responsabilité budgétaire, le programme est calibré de manière flexible pour satisfaire les dépenses importantes à court terme ; il pivote ensuite vers un assainissement budgétaire tiré par les recettes fiscales à partir de 2023 afin d'assurer la soutenabilité de la dette à moyen terme. Par ailleurs, les autorités devraient remplacer progressivement les subventions énergétiques généralisées par des mesures plus ciblées et efficaces pour protéger les couches les plus vulnérables. De même, l'achèvement prévu du registre social renforcera les filets de sécurité sociale et permettra de fournir une assistance sociale ciblée aux personnes vulnérables en période de difficultés », a-t-il expliqué. A l'en croire, la mise en œuvre rigoureuse du plan d'action pour renforcer le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme récemment adopté et l'amélioration de l'État de droit et de la gouvernance favoriseraient une croissance soutenue et inclusive tirée par le secteur privé. Une vigilance accrue dans le secteur bancaire et des efforts supplémentaires pour promouvoir l'inclusion financière seront également nécessaires.

Un soutien technique et financier solide

Le Conseil d'administration a également achevé avec le Bénin, les consultations au titre de l'article IV pour le compte de l'année 2022. Les efforts en cours pour renforcer la résilience au changement climatique sont également importants. « En vue de réduire les inégalités de revenu au Bénin, le programme appuyé par le FMI au titre du MEDC/FEC est axé sur un "développement centré sur l'épanouissement du peuple" en améliorant l'accès aux services publics de base et la présence de l'État dans les zones vulnérables, conformément à "l'approche civile" du Gouvernement pour l'atténuation des risques sécuritaires », note le directeur général adjoint et président par intérim. La mise en œuvre rigoureuse du plan d'action, récemment adopté, pour renforcer le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, couplée à l'amélioration de la gouvernance et la consolidation de l'État de droit, renforcera les fondements d'une croissance soutenue et inclusive tirée par le secteur privé et qui bénéficiera à tous les Béninois et Béninoises. La réalisation de ces objectifs ambitieux passera par un engagement sans faille en faveur des réformes et un soutien technique et financier solide de la part des partenaires au développement du Bénin afin de compléter l'appui financier exceptionnel du FMI dont les décaissements sont largement concentrés sur l'année en cours.

Protéines animales

69 195 tonnes de viande produite au Bénin en 2021

La production de viande et d'œufs a connu une hausse en 2021. En dépit de la pandémie du coronavirus, ce secteur a connu un rendement en hausse de 8,5% en ce qui concerne la viande et 3,2% pour les œufs en 2021. C'est un rapport de la Direction de la Statistique Agricole (DSA) du mois de mars 2022 qui renseigne.

Tableau 7 : production apicole de 2019 à 2021

DEPARTEMENT	2019		2020		2021		Production moyenne sur les 3 dernières années
	Production en Litres	Production en kg	Production en Litres	Production en kg	Production en Litres	Production en kg	
ALIBORI	35 491	49 687	49 290	69 006	35 764	50 070	56 254
ATACORA	52 709	73 792	29 831	41 763	38 103	53 344	56 300
ATLANTIQUE	1 087	1 521	1 214	1 700	480	672	1 298
BORGOU	32 835	45 969	39 890	55 846	33 231	46 523	49 446
COLLINES	37 304	52 225	40 513	56 718	57 107	79 950	62 964
COUFFO	2 014	2 819	2 650	3 710	2 187	3 061	3 197
DONGA	36 253	50 754	43 391	60 747	45 675	63 944	58 482
MONO	2 151	3 011	1 656	2 318	3 290	4 605	3 311
OUEME	796	1 115	902	1 263	877	1 228	1 202
PLATEAU	13 012	18 216	15 524	21 734	11 174	15 644	18 531
ZOU	2 024	2 833	1 915	2 680	1 574	2 203	2 572
Total général	215 674	301 944	226 774	317 484	229 460	321 244	313 557

Source : modules complémentaires RNA, 2021

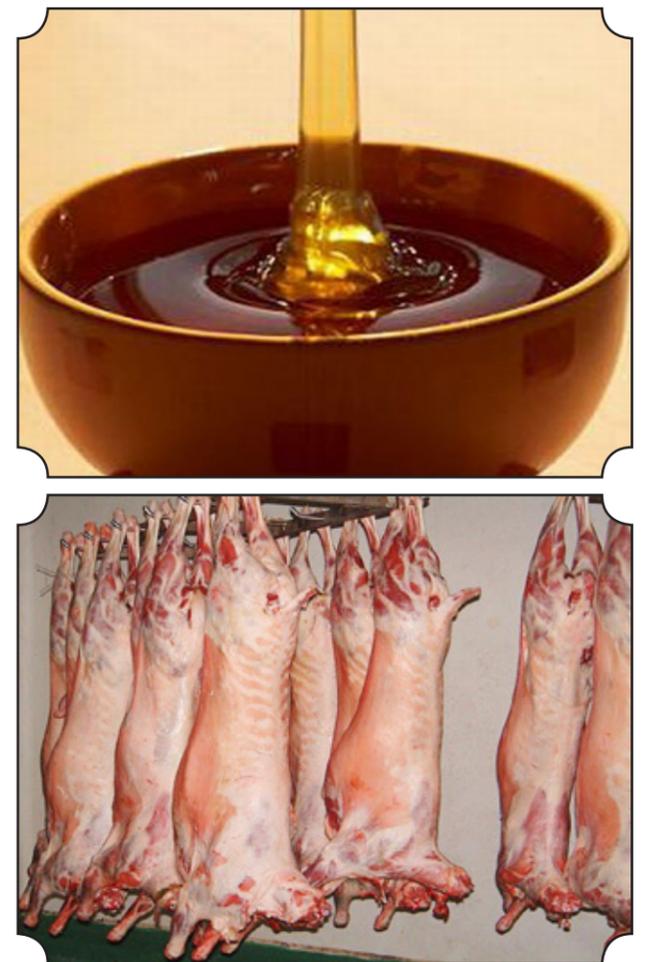
● Bidossessi WANOU

Un accroissement positif de la quantité de viande (8,5%) et d'œufs produits (3,2%) en 2021 en comparaison à l'année 2020. La production du miel a connu un accroissement de 1,2% ». C'est ce qui ressort d'un rapport de la Direction de la Statistique Agricole (DSA) réalisé en mars 2022. En détail, la production animale concerne aussi bien les produits de l'élevage que la production du miel, a précisé ledit rapport. Parlant de la production de viande, il s'agit notamment de bovins, ovins, caprins, porcins et de volailles. Contre un tonnage de 63 785 en 2020, le pays a atteint 69 195 en 2021, un accroissement de 8,5% et de 1,7% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Les productions provenant des espèces bovines représentent la plus forte proportion avec plus de 49,9% de la production totale de viande. Quant aux productions de viande ovine et caprine, elles représentent chacune 12,1% de la production totale de viande au Bénin en 2021 pendant que celles des espèces porcines et des volailles traditionnelles représentent respectivement 12,8% et 12,5%. La production de viande provenant de la volaille moderne, ne représente que 1,1%. La production totale de lait d'origine animale est évaluée à 92 475 tonnes en 2021 contre une quantité de 90 132 tonnes en 2020 soit une augmentation de 2,6%. Pour ce qui est des œufs, la production béninoise est estimée à 9 403 tonnes en 2020 contre 9 108 tonnes

en 2020, selon les données produites par la DSA. Avec 5565 producteurs (apiculteurs) et 25.536 ruches, soit en moyenne quatre (04) à six (06) ruches par apiculteur et un rendement de 8,7 Kg de miel par ruche, le Bénin a réalisé une performance totale de 229 460 litres ou 321 244 kilogrammes en 2021. De 2019 à 2021, la moyenne totale de la production apicole est ressortie à 313 557, selon les statistiques de la DSA. Le département des Collines est le plus grand producteur de miel au Bénin avec une moyenne de 62 964 sur le triennal 2019-2021. En 2019, les départements de l'Atacora, des Collines, de la Donga, de l'Alibori et du Borgou ont produit respectivement 24,4%, 17,7%,

16,8%, 16,5% et 15,2% de la production totale au Bénin. En moyenne sur les trois dernières années, le département de l'Atacora a vu son poids baisser dans la production apicole au profit des autres départements producteurs. Il a été d'ailleurs supplanté par les Collines. La production sur le triennat 2019-2021 est ressortie croissante.

On a noté selon les données de la DSA, 215 674 litres en 2019 ; 226 774 litres en 2020 puis 229 460 litres en 2021. Convertis en kilogramme, la production est passée de 301 944 Kg en 2019 à 321 244 Kg en 2021. En 2020, elle a été de 317 484 Kg.



Rapport sur la décennie de la femme africaine

Actions à « l'égalité parfaite », l'invite de la ministre Tognifodé aux Etats

La Commission de l'Union Africaine a organisé dans la journée du jeudi 07 Juillet 2022 une réunion virtuelle au cours de laquelle le rapport de la première décennie de la femme africaine 2010-2020 a été lancé. Occasion pour la présidente en exercice du Comité Technique Spécialisé (CTS) de l'Union Africaine sur l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes, Véronique Tognifodé d'appeler les Etats africains à plus d'actions pour l'égalité des femmes.



● Falco VIGNON

Face à l'engagement mondial pour faire de l'égalité entre homme et femme une réalité, la ministre Véronique Tognifodé ne cesse de porter haute sa voix. À l'occasion de la cérémonie de lancement du rapport de la première décennie de la femme africaine 2010-2020, tout en saluant les initiatives mises en œuvre au niveau de chaque pays pour l'atteinte des objectifs de la décennie de la femme africaine, notamment au Rwanda, en Namibie et au Sénégal où les femmes sont majoritaires dans les Parlements, elle a insisté sur le rôle des chefs d'Etat.

Véronique Tognifodé, dans son intervention, a mis l'accent sur la volonté politique qui s'est exprimée au Bénin, ces dernières années au profit de la femme à travers le renforcement des droits de la Femme ; la criminalisation de toutes les formes de violences exercées sur la femme, l'interdiction de relations amoureuses entre un enseignant et son apprenant ; l'accès égal des femmes au foncier et aux ressources productives au même titre que les hommes ainsi que le développement de leur inclusion financière grâce à la politique de la micro-finance du Gouvernement. Pour la présidente

en exercice du Comité Technique Spécialisé (CTS) de l'Union Africaine sur l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes, « le lancement du rapport de la décennie de la femme qui intervient dans le cadre du lancement du mois panafricain de la femme 2022, est un autre appel qui est lancé à tous, sans exception, à poursuivre les efforts pour sauvegarder les acquis d'une part, et d'autre part, bouger, une fois encore pour les dix prochaines années, les lignes afin d'atteindre l'égalité parfaite en tout puisque les êtres humains naissent avec les mêmes droits de vivre, de grandir, d'être éduqués et de s'épanouir ». Saisissant l'occasion, elle n'a pas manqué de remercier la Commission de l'Union Africaine pour avoir organisé cette importante rencontre en vue d'échanger au plus haut niveau sur les questions liées à la mise en œuvre des approches relatives à la journée panafricaine de la femme. Elle n'a non plus manqué d'exhorter les différents Etats à œuvrer davantage au cours de la deuxième décennie 2020-2030.

Financement du secteur privé

La BOAD présente le Plan Djoliba 2021-2025 aux opérateurs Burkinabè

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et le Conseil National du Patronat Burkinabè (CNPB) ont organisé un petit déjeuner d'affaires à l'endroit des opérateurs privés du pays. La rencontre s'est tenue le 6 juillet 2022.



● Félicienne HOUËSSOU

Le petit déjeuner d'affaires a connu la participation de Hubert MILLOGO, Président du comité statutaire, représentant du Président du CNPB ; Bianca DE OLIVEIRA ADOVELANDE, Cheffe de la mission résidente de la BOAD au Burkina Faso, ainsi que Almamy MBENGUE, Directeur du Département Développe-

ment Pays et Oumar TEMBELY, Directeur du Département de l'Énergie et des Ressources Naturelles de la Banque. Étaient également présents plusieurs membres du CNP ainsi que des opérateurs économiques privés, en activité au Burkina Faso. La rencontre tenue à l'hôtel LANCASTER (Ouagadougou), a permis de créer un cadre d'échanges entre la BOAD et les membres du

CNPB pour faire connaître la Banque, ses mécanismes et offres de financement aux acteurs du secteur privé ; favoriser leur accès aux solutions de financement; identifier des prospects porteurs de projets à la recherche de financements en lien avec les cinq (5) secteurs prioritaires du plan Djoliba que sont : les infrastructures de transport/TIC/digitalisation, l'énergie, l'agriculture et l'agro-alimentaire, la santé/éducation et l'immobilier. Selon la Cheffe de la Mission Résidente de la BOAD au BURKINA FASO, la tenue de cette rencontre s'inscrit pleinement dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan quinquennal Djoliba qui propose un ensemble de solutions intégrées pour adresser les besoins de financement du secteur privé et concourir à son développement. Aussi, l'institution réaffirme sa disponibilité à renforcer son action en faveur des économies de la zone UEMOA.

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest
Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.
Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Club de Paris

L'Afrique du Sud, membre permanent d'ici 2024



La nation arc-en-ciel vient de passer du statut de « participant ad hoc » qu'elle avait depuis 2015, à celui de « candidat potentiel ».

L'Afrique du Sud devrait accéder d'ici deux ans au statut de membre permanent du Club de Paris, un groupe informel de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement de pays endettés, a rapporté l'agence Bloomberg le 7 juillet. « Dans un ou deux ans, l'Afrique du Sud peut devenir un membre permanent, il s'agit donc d'une période d'acclimatation », a déclaré à Bloomberg un responsable du Club de Paris qui a préféré garder l'anonymat conformément à la politique du groupe. Le Club de Paris compte 22 membres permanents parmi les États les plus

riches de la planète, dont les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, le Japon et la France. D'autres pays dits « candidats potentiels » participent à toutes les discussions en tour d'horizon pour une période délimitée, à l'issue de laquelle ils devraient faire acte officiel de candidature au statut de membre permanent. Une troisième catégorie de créanciers publics appelés « participants ad hoc » peuvent également participer aux sessions de négociation ou aux séances mensuelles des tours d'horizon, sous réserve de l'accord des membres permanents et du pays débiteur. L'Afrique du Sud vient de passer du statut de « participant ad hoc » qu'elle occupait depuis 2015, à celui de membre prospectif. Son acceptation en tant que membre permanent se fera sur la base d'un engagement démon-

tré au respect des principes du Club de Paris, dont la solidarité, le consensus, le partage d'informations et la comparabilité de traitement. Créé en 1956, le Club de Paris coordonne les efforts internationaux visant à éviter les défauts sur le paiement de la dette des pays pauvres. Les créanciers du club accordent à ces pays un allègement de dette pour les aider à rétablir leur situation financière. Cet allègement peut être obtenu par un rééchelonnement, ou en cas de traitements concessionnels, une réduction des obligations du service de dettes pendant une période définie. Depuis qu'il a perdu sa position de principal créancier public mondial au profit de la Chine au cours de la dernière décennie, le Club de Paris s'est élargi pour inclure des économies émergentes telles que le Brésil et la Corée du Sud.

Diplomatie

Emmanuel Macron au Bénin le 27 juillet

Emmanuel Macron est attendu le mercredi 27 juillet au Bénin pour une première visite officielle. Selon notre source, le président français devra également se rendre au Cameroun après l'étape du Bénin.

Le président français Emmanuel Macron effectuera, le 27 juillet, son premier voyage présidentiel au Bénin. Selon la journaliste Emmanuelle Sodji qui rapporte l'information, Emmanuel Macron sera en terre béninoise pour « encourager le processus de démocratisation et les réformes économiques » entreprises par le gouvernement actuel. Cette visite officielle sera la première en Afrique du président français, pour ce deuxième mandat. Emmanuel Macron (44 ans) a été réélu président de la République Française face à sa rivale Marine Le Pen, avec 58,8%.



Ce premier quinquennat a été particulièrement marqué par la brouille diplomatique avec les autorités maliennes et les multiples

propos condescendants de son ancien ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian.

Source externe

Dette

La Chine, premier créancier de 08 pays africains



Pékin empochera cette année 26 % du service total de la dette qui sera payé par les 68 pays les plus pauvres de la planète.

La Chine est le premier créancier de huit pays africains éligibles à l'initiative de suspension du service de la dette (DSSI), selon une étude publiée récemment par le think tank Green Finance & Development Center.

Basé à Shanghai, il précise que Pékin détient 55% de la dette de Djibouti, 42% de celle de la République du Congo et 34% de celle de l'Angola. Les autres pays du continent dont l'empire du Milieu est le premier créancier sont la Guinée (32% du stock total de la dette), les Comores (31%), le Cameroun (29%), la Zambie (25%) et le Togo (24%).

Intitulée « le rôle de la Chine dans la dette extérieure publique des pays éligibles à l'initiative de suspension du service de la dette (DSSI), et l'initiative "nouvelles routes de la soie" (BRI) en 2020 » (China's Role in Public External Debt in DSSI Countries and the Belt and Road Initiative (BRI) in 2020), l'étude indique que la Chine est également le premier créancier de dix autres pays parmi les plus pauvres de la planète situés dans d'autres régions du monde : les Tonga, le Laos, le Cambodge, le Kirghizistan, le Vanuatu, les îles Samoa, le Tadjikistan, les îles Maldives et le Pakistan.

Au total, les 68 pays considérés comme les plus pauvres de la planète devront déboursier en 2022 près de 53 milliards de dollars pour payer leurs créanciers. Sur ce montant, 14 milliards de dollars, soit 26 % du service total de la dette qui sera payé par ces 68 pays, iront dans les caisses de la Chine. Une proportion de 17% du service de la dette de ces mêmes pays sera empochée par les détenteurs d'obligations et 9 % par le Groupe de la Banque mondiale.

Dans le détail, huit pays devraient consacrer cette année plus de 2 % de leur revenu national brut (RNB) pour rembourser une partie de leur dette à la Chine. L'Angola et Djibouti arrivent

en tête de liste, avec respectivement 4,9 % et 3,9 % de leur RNB. Six autres pays doivent y consacrer entre 2 et 3 % : les Tonga (2,8 %), le Laos (2,8 %), les îles Maldives (2,7 %), la Zambie (2,6 %), la République du Congo (2,4 %) et les îles Samoa (2,3 %).

En 2020, la Chine avait soutenu le plan d'allègement de la dette du G20 pour les pays les plus pauvres de la planète, en acceptant de différer le remboursement de 5,7 milliards de dollars de dette entre mai 2020 et décembre 2021.

L'encours total de la dette due à la Chine dans les 68 pays éligibles à la DSSI est passé de 105 milliards de dollars en 2019 à 110 milliards de dollars à fin 2020.

Sur l'ensemble des autres créanciers, toutes catégories confondues (privés, bilatéraux et multilatéraux), seul le Groupe de la Banque mondiale dépasse la Chine dans ce domaine. L'encours total de la dette des 68 pays les plus pauvres de la planète envers cette institution multilatérale est passé de 111 milliards de dollars en 2019 à 128 milliards de dollars au 31 décembre 2020.

Mali

La Russie et la Chine s'abstiennent de voter le renouvellement du mandat de la Minusma

Moscou et Pékin ont soutenu la position des autorités maliennes qui se sont opposées à l'octroi d'une liberté de mouvement ou d'une liberté d'enquêter sur les exactions à la force internationale de maintien de la paix. La Russie et la Chine se sont abstenues, le mercredi 29 juin, de voter la résolution sur le prolongement d'une année du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations

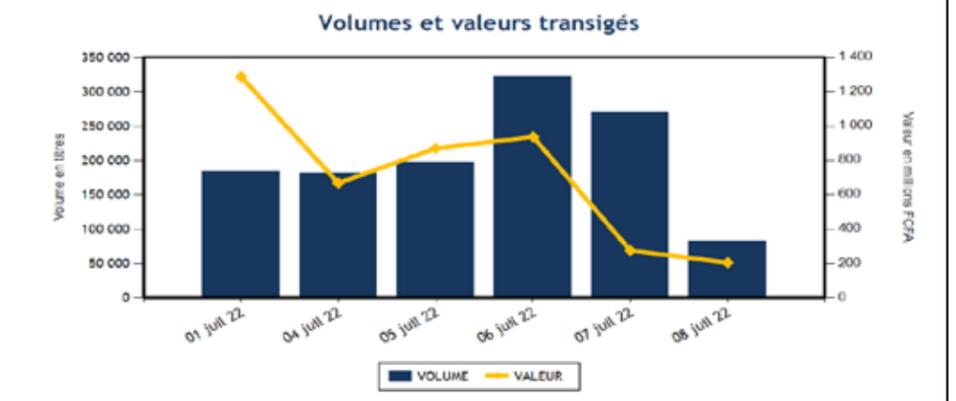
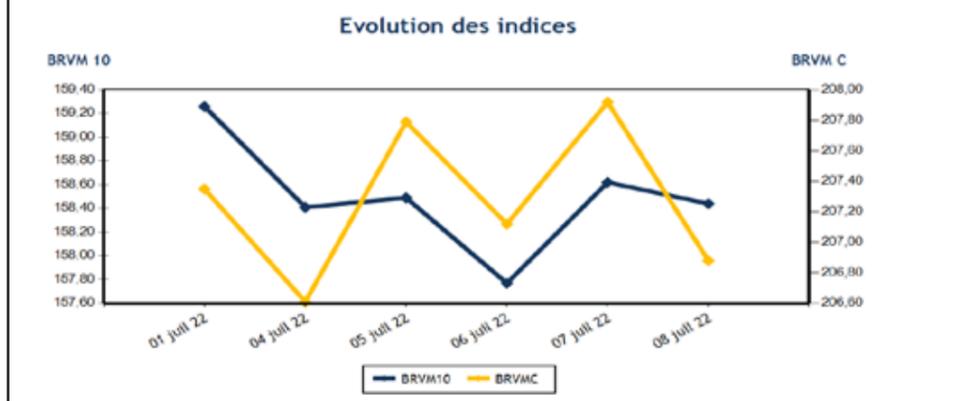


unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) au Conseil de sécurité de l'ONU, qui a été finalement adoptée par 13 voix sur 15. Moscou et Pékin ont expliqué leur abstention par les « formulations intrusives » du texte en matière de droits humains qui s'opposeraient à la souveraineté malienne. Rédigée par la France, la résolution maintient dans le mandat de la mission onusienne la protection des droits humains que les autorités maliennes ont cherché à réduire, au nom de l'intégrité territoriale du Mali. La Russie et la Chine ont défendu la position des autorités maliennes qui n'ont pas accepté le fait que les forces de la Minusma disposent d'une liberté de mouvement ou d'une liberté d'enquêter sur les exactions commises, estimant que cela « devrait se faire avec l'accord préalable du gouvernement malien ». Après le vote, les autorités maliennes se sont dites « insatisfaites » de la résolution, tout en indiquant qu'elles ne s'y soustrairaient pas.

Retrait d'un article relatif au soutien aérien français. Bamako a obtenu le retrait du projet de la résolution initial de toute mention relative au maintien d'un soutien aérien français à la Minusma. Alors que l'armée française poursuit le retrait de ses hommes de ce pays d'Afrique de l'Ouest, les autorités maliennes avaient affirmé début juin qu'il n'était pas question de laisser Paris continuer à agir sur son territoire avec ses avions basés au Tchad. La résolution qui prolonge le mandat de la Minusma jusqu'au 30 juin 2023 ne condamne pas d'autre part, de façon directe la présence controversée de la société militaire privée russe Wagner au Mali, démentie par Bamako qui n'admet qu'une « aide d'instructeurs russes » en vertu d'un accord bilatéral ancien conclu avec Moscou.

Ecofin du 10 Juillet 2022

BRVM 10	158,44	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 130 vendredi 8 juillet 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	206,88
Variation Jour	↓ -0,11 %		Variation Jour	↓ -0,50 %
Variation annuelle	↑ 3,21 %		Variation annuelle	↑ 2,27 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 227 439 197 432	-0,50 %
Volume échangé (Actions & Droits)	83 211	-69,14 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	204 620 313	-24,73 %
Nombre de titres transigés	43	4,88 %
Nombre de titres en hausse	7	-53,33 %
Nombre de titres en baisse	20	122,22 %
Nombre de titres inchangés	16	-5,88 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 750	6,99 %	-10,71 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 900	5,56 %	27,95 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 500	3,95 %	6,38 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 800	1,75 %	-6,22 %
CIE CI (CIEC)	2 400	1,48 %	26,65 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 069 051 512 330	0,00 %
Volume échangé	8	-98,15 %
Valeur transigée (FCFA)	80 000	-97,36 %
Nombre de titres transigés	1	-50,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	650	-6,47 %	-15,03 %
SITAB CI (STBC)	6 005	-5,80 %	-2,83 %
SETAO CI (STAC)	1 500	-5,36 %	105,48 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	900	-5,26 %	4,65 %
SOLIBRA CI (SLBC)	145 000	-3,33 %	-7,05 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	112,63	-2,62 %	2,29 %	1 873	5 846 085	27,70
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	469,97	0,23 %	4,71 %	10 059	126 376 785	9,66
BRVM - FINANCES	15	76,26	-0,37 %	-1,13 %	64 987	57 567 158	7,68
BRVM - TRANSPORT	2	422,85	-1,67 %	-32,03 %	2 110	3 734 200	6,77
BRVM - AGRICULTURE	5	335,59	-0,25 %	37,93 %	1 935	7 747 915	7,12
BRVM - DISTRIBUTION	7	377,93	-0,85 %	-7,24 %	1 794	2 668 670	29,51
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 850,82	-5,36 %	105,48 %	453	679 500	18,01
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,31	
Taux de rendement moyen du marché	6,15	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,14	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	101	
Volume moyen annuel par séance	1 222 170,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 546 597 038,31	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,91	
Ratio moyen de satisfaction	1,13	
Ratio moyen de tendance	58,79	
Ratio moyen de couverture	170,09	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,14	
Nombre de SGI participantes	24	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat


 Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Avenue de la République - Plateau
 Tél : (229) 21 31 35
 Fax : (229) 21 31 36


 BURKINA FASO
 Chambre de Commerce et d'Industrie de Burkina Faso
 BP 1002 Ouagadougou 01
 Tél : (229) 25 36 87 75
 Fax : (229) 25 36 87 76


 CÔTE D'IVOIRE
 Direction Régionale des Valeurs Mobilières
 Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
 BP 1002 Abidjan 01
 Tél : (229) 20 31 95 90
 Fax : (229) 20 31 95 91


 JAMAÏQUE
 Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Commerce
 Avenue des Nations Unies
 BP 1002
 Tél : (514) 598 19 50 Fax : (514) 598 19 51


 MALI
 Institut National de la Bourse
 BP 11200 Bamako
 Tél : (223) 84 80 14 16
 Fax : (223) 84 80 14 17


 CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'Agriculture de République Centrafricaine
 BP 11 200 Bangui
 Tél : (235) 79 24 00
 Fax : (235) 79 24 01


 BÉNIN
 11 rue Jean-Marcel
 BP 10000 Cotonou - Plateau
 Tél : (229) 21 31 15 18
 Fax : (229) 21 31 15 19


 TOGO
 BP 10000, Boulevard G. COMAASSORÉ EYADéma,
 Plateau de Cotonou
 BP 10000 Lomé
 Tél : (229) 21 31 15 18
 Fax : (229) 21 31 15 19

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org


 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel
 allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202
 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com


 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71


 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121


 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065


 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36


 BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement
Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
« Africa Expo 2022 »	15-17 Juillet 2022	Malaisie	(+603) 8077 0666 E-mail : hello@africa-xpo.com
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Exposition Internationale sur l'Agroalimentaire- MIACES 2022	26-28 Juillet 2022	Malaisie	Tél : + 601 628 322 91 E-mail : thana@myeventsinternational.com Web : www.myagricommodity.com
1 ^{ère} session des 4e pourparlers sur le climat en Afrique	27-29 Juillet 2022	Maputo, Mozambique	https://www.uneca.org/events/upcoming-events
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://africangroupofnegotiators.org/
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	https://unfccc.int/fr/ACW2022
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publilius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUËSSOU
(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto
(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Economic Ways Forward

UEMOA Focuses on the 6% Growth Rate in 2022

The Council of Ministers of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) held on Friday, June 24, 2022, at the headquarters of the Central Bank of West African States (BCEAO) in Dakar, the second ordinary session of the year 2022. Following discussions among senior finance officials, conclusions and recommendations were approved.

During this second ordinary session of the year 2022, the Council of Ministers considered the Biannual Implementation Report of the Multilateral Surveillance of the first half of 2022. It noted that the EU's economic growth rate has returned to its pre-crisis level, rising to 6.1% in 2021 from 1.8% a year earlier. It welcomed the efforts undertaken by the Member States in the management of public finances. The session was held under the chairmanship of Mr. Sani YAYA, Minister of Economy and Finance of the Togolese Republic, its current President. The Council noted that economic activity took place in a context of inflationary surge with an average annual inflation rate of 3.6% compared to 2.1% in 2020, in particular linked to the rise in food prices following the bad cereal season recorded in 2021. The Council also noted that the outlook for the year 2022 remains favourable with a growth rate of 6.0%, assuming continued global eco-



nomie recovery and better control of the COVID-19 pandemic and measures to mitigate the negative impact of the Ukrainian crisis on economies. The Council noted that these prospects remain, however, weakened by the uncertainty over the duration of the crisis in Ukraine and its impact on the rise in the prices of certain essential products and on the prices of raw materials, the persistence of the security crisis in the Sahel area and its extension to coastal areas, as well as the health crisis. The Council adopted the

Recommendation on economic policy guidelines in the Member States of the Union for the year 2023. With this Recommendation, the Council invites the Member States to continue to strengthen measures to limit the impact of price increases and to preserve the purchasing power of the population, particularly the most vulnerable, while continuing efforts to control the budget deficit. The Council of Ministers adopted the Decision defining and determining the aggregate tax revenue in the WAEMU Member States in

order to determine a common methodology for calculating this aggregate used by the Member States for assessing the convergence criteria in the context of multilateral surveillance of the macroeconomic policies of the Member States. It should be noted that the Council also adopted the Decision defining and determining the content of the wage bill in the WAEMU Member States, which establishes a common approach specifying the components of the wage bill aggregate used by the Member States to calculate the conver-

gence criteria for the multilateral surveillance of the macroeconomic policies of the Member States. The Council adopted the Regulation on the Harmonization of Pharmaceutical Regulations in the WAEMU Member States, which aims to update the regulatory framework defined by Regulation No.02/2005/CM/WAEMU of 4 July 2005 on the Harmonization of Pharmaceutical Regulations in the WAEMU Member States in order to allow the efficient continuation of the harmonization process and facilitate the implementation of the adopted Community texts.

The Council also considered and adopted the Decision adopting the guidelines for the regulation of medical devices in the WAEMU Member States. This Decision aims to establish a harmonised legislative framework enabling the national pharmaceutical regulatory authorities in the Community area to introduce and strengthen the approval and market surveillance of medical de-

VICES made available to the public.

The Council adopted the Decision adopting the Guidelines for the Harmonization of the Regulation of Food for Infants and Young Children and Dietary and Dietary Products in the Member States of the WAEMU, which aims to strengthen and harmonize the legislative framework for the import, marketing and market surveillance of food for infants and young children, dietary and dietary products. The Council also adopted the Decision adopting the Model Organizational Plan for Gender Institutionalization in the Member States of the Union, the objective of which is to provide the Member States of the Union with a model mechanism to enable them to make gender mainstreaming effective in all sectoral departments in order to work towards the reduction of inequalities in all sectors. Thus, a good economic outlook is looming for the Uemoa countries for the second half of 2022.

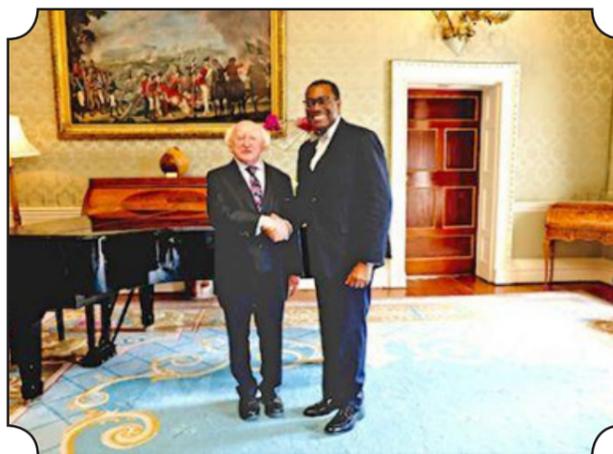
7th Africa-Ireland Economic Forum in Dublin

Akinwumi Adesina Calls for More Investment in Africa

The President of the African Development Bank (AfDB) took part, Thursday, June 30, 2022, at 7th Africa-Ireland Economic Forum in Dublin. An opportunity for him to urge businessmen to invest more in Africa.

“If you don't invest in Africa, you're not in business. Ireland's foreign direct investment in Africa stood at \$572 million at the end of 2020 and represented only 0.05 per cent of Ireland's net foreign direct investment. This is too little. Ireland needs to invest much more in Africa. Let us set the target of increasing the share of Irish investment in Africa to 15%.” This is what Akinwumi Adesina, President of the African Development Bank, said at the 7th Africa-Ireland Economic Forum in Dublin. Drawing on Africa's current economic environment, the continent's challenges and its diverse strengths, the role of the African Development Bank Group as a “solution bank”, a privileged partner for its regional member countries, international development partners and the internatio-

nal business community, Akinwumi Adesina reassured investors that they will find the AfDB a secure business partner: “You can count on the African Development Bank as a partner,” the AfDB President reassured. This forum is based on the good business relations that Ireland envisages with Africa, for which it is showing a growing interest in strengthening its economic ties. At the 7th Africa-Ireland Economic Forum, the President of the AfDB Group, Akinwumi Adesina, acknowledged and welcomed this initiative and Irish commitment to Africa before urging Irish investors to choose Africa. Indeed, since joining the African Development Bank Group as the 81st shareholder in 2020, Ireland has taken many initiatives to benefit the continent. During his stay, the President of the AfDB was received



by the Irish Head of State with whom he exchanged and left satisfied. “President Higgins welcomed me very warmly. Africa is close to his heart and passion. He told me: “You are doing an extraordinary job for Africa with your leadership at the helm of the African Development Bank. Your vision inspires me,” said the President of the AfDB as he emerged from this hearing. The Irish President Michael D. Higgins

congratulated Mr. Adesina on his personal investment in the recently implemented African Pharmaceutical Technology Foundation project. “Nothing is more important than this,” said the Irish Head of State, who spoke of his long-standing interest in Africa and his optimism for its economic advancement. Focusing on the Bank's news, he welcomed measures to ensure food security in the face of the Russian-Ukrai-

nian crisis. In his address, the President of the AfDB elaborated on the five main strategic priorities known as “High 5” that the bank has defined under his leadership and how the bank is working to support the transformation of the African economy and achieve the United Nations Sustainable Development Goals. Finally, he invited officials and private sector operators

to the next edition of the Africa Investment Forum to be held in November 2022 in Abidjan, the Ivorian capital. Ireland, it should be notified, joined the AfDB and became the 81st shareholder in 2020. The country and the banking institution have a dynamic relationship. Ireland's foreign direct investment (FDI) in Africa, amounted to \$572 million at the end of 2020

Adapted and Translated from French into English by:

Albéric Djomaki,

CEO at LMS (www.lmsgroupafrica.com)

American Translators Association (ATA) Associate Member

References:

<https://leconomistebenin.com/2022/07/07/perspectives-economiques-luemoa-table-sur-un-taux-de-croissance-de-6-en-2022/>

<https://leconomistebenin.com/2022/07/07/7e-forum-economique-afrique-irlande-a-dublin-akinwumi-adesina-appelle-a-investir-davantage-en-afrique/>

Célébration de L'Aïd El Kébir à Abomey

Le discours d'adieu du prophète passé en revue

L'Aïd El Kébir où la Tabaski n'est pas passée inaperçue dans le département du Zou. Les fidèles musulmans d'Abomey, comme ceux des autres Communes, autour de l'Imam Ilias Nondichao, ont commémoré avec faste la « fête du mouton », le samedi 09 juillet 2022, dans le strict respect des préceptes de l'Islam.

Prenez garde de vous écartier du droit chemin après ma mort. Souvenez-vous que vous rencontrerez votre Seigneur et il vous demandera le compte de vos actes. Allah vous interdit de pratiquer l'usure. Méfiez vous de Satan pour le salut de votre pouvoir. Ne blessez personne afin que personne ne vous blesse. Je laisse derrière moi, le Coran qui se veut votre bréviaire ». Ce sont là les derniers mots prononcés par le prophète. Un discours d'adieu qui résume le sens de l'Islam, selon l'imam. Il n'a pas manqué de mentionner aux hommes leurs obligations vis-à-vis de leurs femmes. Ilias Nondichao a également rappelé le sens que revêt la Tabaski ou l'Aïd-el-Kébir définie dans le Coran comme une fête se déroulant lors du pèlerinage à la Mecque. A l'origine de cette fête religieuse, l'imam de la mosquée centrale d'Abomey, Ilias Nondichao, a expliqué que « c'est après un rêve où Dieu ordonna à Ibrahim de sacrifier son unique fils Ismaël âgé de 12 ans environ, qu'Ibrahim décida d'exécuter l'ordre avec le consentement de sa femme et de



son fils pour prouver à son créateur sa grande ferveur. C'est ainsi qu'au milieu de l'accomplissement du sacrifice à Mouna, actuel lieu d'immolation des moutons de la Tabaski à la Mecque, Dieu lui envoya un bélier par le biais de l'ange Jibril qu'il sacrifia à la place d'Ismaël. C'est en mémoire de ce geste de foi du prophète Ibrahim que les musulmans perpétuent aujourd'hui la tradition. Chaque responsable de famille musulmane doit immoler en fonction de ses moyens une ou plusieurs bêtes pour célébrer le sacrifice d'Ibrahim ». Cette grande célébration prescrite par le prophète est un acte de foi qui invite chaque fidèle à vouer tout ce qu'il a à Dieu. A l'issue

des prières et méditations, l'imam a donné le top du sacrifice qui va se poursuivre dans les maisons en immolant le bélier réservé à cet effet. Présent à la grande prière de la Tabaski, le maire d'Abomey, Antoine Kossi Djédou, accompagné de son premier adjoint et du chef de l'arrondissement de Vidolé a témoigné son amitié à la communauté musulmane en fête. Au nom du dialogue interreligieux, les dignitaires du Christianisme Céleste ont aussi répondu à l'invitation de l'imam pour partager avec la communauté à l'honneur la joie et l'amour.

Rock Amadji
Correspondant
Zou-Collines

Education pour tous au Bénin

Les filles orphelines reçoivent du soutien financier d'ONUSIDA

Le jeudi 23 Juin 2022, à la maison des jeunes d'Ifangni, la Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance a procédé à la remise de dons destinés à faciliter l'achèvement du cursus scolaire à plusieurs filles orphelines et enfants vulnérables. C'était à l'occasion de la Journée de l'enfant africain (JEA).

● Falco Vignon

Le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, apporte des appuis financiers aux orphelins et enfants vulnérables. Il s'agit des élèves filles du second cycle sélectionnées dans les douze (12) départements du Bénin, à travers le programme de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme, les Hépatites, les Infections sexuellement transmissibles et les épidémies ; pour bénéficier d'un appui financier. L'objectif de cette activité initiée par le Ministère, avec l'appui des partenaires



techniques et financiers, notamment l'ONUSIDA est d'accompagner ces filles qui ont des difficultés à terminer leur cursus scolaire. Elles recevront toutes des enveloppes

financières destinées à des dépenses liées aux charges scolaires. Leur sélection a fait objet d'une attention particulière, suivant des critères bien définis, par des services compétents.

Tournée de supervision dans les centres de correction

Eléonore Yayi et Yves Kouaro galvanisent les acteurs

Le Lycée technique de Bohicon (Lyteb), l'un des grands centres de correction et du secrétariat du Baccalauréat, a reçu, le jeudi 07 juillet dernier, la visite des Ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (Mesrs), Eléonore Yayi Ladékan et son collègue des enseignements secondaire, technique et de la formation professionnelle (Mestfp), Yves Kouaro dans le cadre de leur tournée de supervision. Objectif, s'imprégner des réalités que vivent les acteurs sur le terrain en vue d'apporter si nécessaire des réponses aux éventuelles préoccupations.

S'assurer du bon déroulement de la correction des épreuves du Baccalauréat et des travaux de secrétariat pour une première délibération à bonne date. Tel est le souci qui a guidé la descente sur le terrain des ministres Eléonore Yayi de l'enseignement supérieur et de Yves Kouaro de l'enseignement secondaire. Accompagnés du Directeur de l'Office du Bac (Dob), Alphonse da-Silva, ces autorités ministérielles ont visité les ateliers de correction de l'anglais, du français et de la mathématique avant de prendre langue avec les secrétaires. Elles ont aussi accès à la salle des superviseurs, des contrôleurs, celle informatique et de la saisie des notes. A chaque étape, les ministres s'informent des dispositions mises en place puis rappellent les acteurs impliqués dans le processus à leur sens de responsabilité en les invitant à faire preuve de professionnalisme. A croire les ministres, cela permet d'évaluer non seulement le système éducatif, mais



aussi les enseignants. Globalement, le constat fait par les deux émissaires du Gouvernement est satisfaisant. Cette tournée dans les centres de correction revêt une importance capitale. « S'assurer de ce que les correcteurs fassent convenablement leur travail vu l'enjeu, avec une conscience professionnelle irréprochable. Ensuite, partager avec eux un certain nombre de préoccupations tout en les motivant dans l'espoir de ce que cette étape se déroule normalement afin que la délibération tienne

à la date du 13 juillet 2022 comme annoncée par le Dob », a expliqué le Professeur Eléonore Yayi Ladékan. Au ministre de l'enseignement secondaire de remercier. « Nous voulons avoir le niveau réel de nos apprenants, des ressources humaines de qualité, le reflet de notre système ». Après le Lyteb, la délégation de la supervision nationale a mis le cap sur Parakou pour le même exercice.

Rock Amadji
Correspondant
Zou-Collines

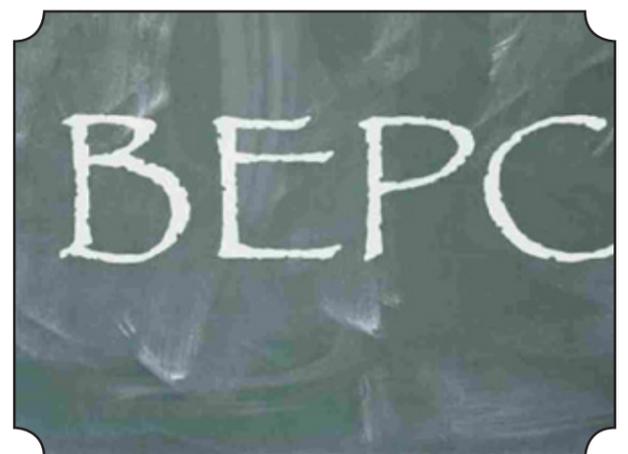
Examen national

66,46% de taux de réussite au BEPC 2022

La délibération de l'examen du BEPC 2022 s'est déroulée ce dimanche 10 juillet 2022. Selon les résultats, le taux de réussite est de 66,46% sur le plan national.

Le BEPC 2022 a livré son verdict avec 66,46% de taux de réussite contre 60,50% en 2021, selon les chiffres rendus publics par la Direction des examens et concours de l'enseignement secondaire. Ce taux est nettement supérieur à la moyenne nationale de l'année dernière, 60,50%, soit une hausse de près de 6 points. Comme depuis l'année dernière, les résultats sont consultables gratuitement sur la plateforme des examens et concours publics du Bénin à l'adresse eresultats.bj

Les candidats admissibles sont invités à prendre part aux épreuves orales et sportives à partir du mardi 12 juillet 2022 à 7 heures pour les admissibles de la série scientifique MC uniquement (les admissibles de la



série littéraire restent à la maison). Les épreuves se poursuivront le mercredi 13 juillet 2022 à 7 heures avec le reste des admissibles MC de la journée du mardi 12 juillet 2022 et les candidats de la série littéraire ML.

Taux de réussite par département

- 1- Borgou 74,46%
- 2- Couffo 72,24%
- 3- Littoral 71,84%
- 4-Atlantique 69,90%
- 5- Mono 69,66%
- 6- Atacora 67,53%
- 7- Zou 67,45%
- 8- Ouémé 63,08%
- 9- Donga 61,98%
- 10- Collines 57%
- 11- Alibori 53,61%
- 12- Plateau 50,48%



Emprunt obligataire par appel public à l'épargne

Trésor public du Bénin « TPBJ 5,75% 2022-2037 »

ENSEMBLE SOUTENONS LE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE NOTRE PAYS

Taux d'intérêt
5,75%* L'AN

*Net d'impôts pour les résidents au Bénin

MONTANT INDICATIF
180.000.000.000 FCFA

PRIX DE L'OBLIGATION
10.000 FCFA

DUREE DE L'EMPRUNT
15 ANS

PERIODE DE SOUSCRIPTION
DU 5 AU 25 JUILLET 2022



Emetteur



Arrangeur et chef de file



SOCIÉTÉ DE GESTION ET
D'INTERMÉDIATION DU BÉNIN

Co-chefs de file

africabourse



SYNDICAT DE PLACEMENT : AFRICA BOURSE ; AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMÉDIATION ; BIIC FINANCIAL SERVICES ; SGI-BENIN ; UNITED CAPITAL FOR AFRICA ; CORIS BOURSE ; SBIF ; ATTUARI SECURITIES WEST AFRICA ; ATLANTIQUE FINANCE ; BICI BOURSE ; BNI FINANCES S.A ; BOA CAPITAL SECURITIES ; BRIDGE SECURITIES ; BSIC CAPITAL ; EDC INVESTMENT CORPORATION ; HUDSON & CIE ; MAC - AFRICAN - SGI ; NSIA FINANCE ; PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT ; SIRIUS CAPITAL ; SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAPITAL SECURITIES WEST AFRICA ; MATHA SECURITIES ; SGI MALI ; CIFA-BOURSE SA ; GLOBAL CAPITAL ; SGI NIGER ; ABCO BOURSE ; CGF BOURSE ; EVEREST FINANCE ; IMPAXIS SECURITIES ; FINANCE GESTION ET INTERMEDIATION (FGI) ; INVICTUS CAPITAL & FINANCE ; SGI TOGO.

Cette opération a été enregistrée par le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) sous le numéro EE/22-08 le 04 juillet 2022